LIBREVILLE, 14 mai (Infosplusgabon) - C'est sous l'impulsion des plus hautes autorités que le Gabon a fait la demande officielle d'intégrer la grande famille du Commonwealth. Il va sans dire de des avantages conséquent pour le développement du pays sont envisageables à l'image de plusieurs pays anglophones d'Afrique de l'Est ou le développement n'a pas stagné comme c'est le cas dans plusieurs pays de la zone francophone toujours sous « tutelle » de la France.

Selon des informations recoupées, le Gabon devrait devenir membre du Commonwealth, une organisation intergouvernementale regroupant 54 États membres, ayant en commun et en partage la langue anglaise.

La diplomatie gabonaise avait déjà frappé à la porte de cette institution qui procédait entre autres, conformément à la charte du Commonwealth, à l'évaluation de la politique du Gabon en matière des droits de l'Homme, de la promotion de la démocratie et la gestion de crises. Un préalable indispensable à tout État souhaitant adhérer à cette organisation intergouvernementale, d'où la tenue d'une séance de travail récemment à Libreville, puis le 12 mai à Londres entre Ali Bongo Ondimba et le prince Charles, pour évoquer, entre autres, des sujets généraux.

Dans les prochaines semaines, un rapport d'évaluation sera soumis au secrétaire général du Commonwealth, Patricia Scotland QC.

Cette dernière a rencontré le chef de l'Etat gabonais en séjour à Londres en vue de l'adhésion du Gabon au Commonwealth.

Le Gabon, si tout se passe bien, pourrait participer au prochain sommet du

Commonwealth prévu à Kigali le 21 juin 2021.

FIN/ INFOSPLUSGABON/LMK/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon